

Le patron du BIG, Denis Gallant, veut faire école

PUBLIÉ LE JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016 À 9 H 02 | Mis à jour le 22 septembre 2016 à 10 h 17



L'inspecteur général de Montréal, Me Denis Gallant. PHOTO : RADIO-CANADA/STÉPHANIE DUFRESNE

Le Palais des congrès de Montréal est l'hôte jeudi et vendredi d'un symposium visant à promouvoir le travail que peut accomplir un inspecteur général pour combattre la fraude, la corruption et la collusion afin d'assurer l'intégrité des lucratifs contrats publics.

Organisé par le Bureau de l'inspecteur général (BIG) de Montréal en collaboration avec l'Association of Inspectors General des États-Unis, l'événement réunira notamment des maires, des directeurs généraux et des vérificateurs généraux de villes de plus de 50 000 habitants.

Le patron du BIG, l'ex-procureur de la commission Charbonneau Denis Gallant, profitera de l'occasion pour décrire le travail de son bureau, le seul du genre qui existe au Canada. Cette allocution ouvrira la voie à des conférences ou à des panels visant à comprendre le rôle des inspecteurs généraux, à braquer la lumière sur des enquêtes qu'ils ont menées et sur leurs retombées.

[En entrevue à Gravel le matin](#), M. Gallant a expliqué que cette approche est surtout populaire aux États-Unis, où elle a vu le jour sous l'administration du président Ronald Reagan après une série de scandales. Les États et des villes se sont ensuite approprié l'idée.

Il raconte que lorsqu'il a suivi la formation qui lui a permis d'obtenir sa certification aux États-Unis il y a deux ans, un formateur avait clairement mis en évidence que les postes d'inspecteurs généraux sont toujours mis sur pied après des scandales.

« L'animateur avait demandé qui dans la salle a vu son poste créé après un scandale. Et sur 25 étudiants, je pense qu'il y a 24 mains qui se sont levées », relate-t-il, sans faire de mystère que [cela s'applique à sa situation](#).

« Ce qui est arrivé à Montréal, c'est une suite logique de la commission Charbonneau », qui a contribué à un « réveil collectif », selon lui.

« C'est là qu'on a vraiment vu l'ampleur [des problèmes], surtout à Montréal et Laval : comment les sommes étaient détournées, comment le crime organisé était infiltré, comment les contrats coûtaient de 20 % à 30 % plus cher. »

— Denis Gsllant

Le phénomène n'est évidemment pas unique au Québec, observe-t-il en évoquant le cas de Détroit, où l'ex-maire Kwame Kilpatrick a [écopé en 2013 de 28 ans de prison pour corruption](#). L'inspecteur général de cette ville, dont le poste a été créé dans la foulée, reviendra d'ailleurs sur cette histoire lors d'une conférence donnée vendredi.

« C'était un peu le modèle Laval : le maire Kilpatrick avait vraiment la mainmise sur l'ensemble des contrats. Il a carrément détrossé cette ville-là », souligne Denis Gallant.

Selon lui, la création d'un Bureau de l'inspecteur général a bel et bien permis d'assainir la situation. « Les stratagèmes sont encore là, concède-t-il, mais c'est possiblement l'ampleur qui a changé. C'est-à-dire que, maintenant, il y a quelqu'un qui les travaille. »

« L'ampleur est moins importante - je peux vous dire ça - mais il y en aura toujours. »

— Denis Gallant

Il y a quelques années, le milieu municipal n'était guère inquiet par des enquêtes.

« À part les enquêtes journalistiques, ces gens-là étaient moins travaillés par le milieu policier. Il n'y avait absolument rien », rappelle-t-il. « Maintenant, il y a quelque chose : il y a l'UPAC [Unité permanente anticorruption], il y a le Bureau de la concurrence du Canada, et il y a nous, ce qui fait en sorte qu'on exerce une vigie constante. »

Bien que le BIG ne fasse pas d'enquête criminelle, son travail fait œuvre utile, plaide M. Gallant, en citant le rapport qu'il a publié l'automne dernier pour dénoncer le fait que des [entreprises de déneigement étaient toujours impliquées dans des stratagèmes de collusion](#) et d'autres [rapports dénonçant des tentatives de collusion](#) en juin dernier.

« L'entreprise dont on a annulé deux contrats au mois de juin vient de recevoir un avis qu'elle sera sur la liste noire de Montréal pendant cinq ans », ajoute-t-il pour appuyer le bien-fondé de son travail.